

Martinique

Le nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie ravaille de vieux démons outre-mer

Il vient encore de le déclarer à l'Assemblée le 11 juin dernier : « La colonisation reste aussi à l'ordre du jour sous les cieux martiniquais. » Propos audacieux dans la bouche d'Alfred Marie-Jeanne, député de Martinique-Sud et président de la région. Son département ne dépend-il pas à 80 % des subventions de la métropole ? C'est qu'il est un indépendantiste militant, qui a obtenu 65 % des suffrages aux élections législatives et 30 % à sa récente élection à la tête de la région ! Le vote du statut de la Nouvelle-Calédonie, entièrement conçu pour la mener à l'indépendance, a ranimé dans les départements d'outre-mer les revendications de souveraineté. Michel Tauriac, écrivain spécialiste de la Martinique (et qui vient de publier « La fille de couleur » aux éditions Plon), s'est risqué pour Paris Match à jouer les contradicteurs face au virulent Alfred Marie-Jeanne.

LE PRESIDENT DE LA REGION EXPLIQUE POURQUOI IL SOUHAITE AUSSI L'indépendance

Paris Match. Beaucoup d'analystes pensent que le vote indépendantiste est un vote protestataire, poujadiste, populiste. Quel est, d'après vous, le pourcentage de ceux qui ont vraiment voté pour l'indépendance ?

Alfred Marie-Jeanne. Tous ceux qui ont voté pour moi sortent pour l'indépendance. Or j'ai eu 65 % des voix dans le Sud-Martinique. Il n'y a pas d'autre manière de juger la démocratie que par le vote. On prend les armes ou l'on vote. Donc, le vote démontre, à un moment donné, l'état de conscience d'un pays.

P.M. L'accord de Nouméa vous fait-il rêver ? Avez-vous des relations avec le F.l.n.k.s. ? Quel statut voyez-vous pour la Martinique en cas d'indépendance ?

A.M.-J. Rien ne me fait rêver. J'ai de bons rapports avec le F.l.n.k.s. et tous les peuples indépendantistes des dernières colonies françaises : Guadeloupe, Guyane, Réunion, etc. Quel statut voyons-nous pour la Martinique ? Je suis un militant indépendantiste et le resterai jusqu'à la mort, et même devant l'Eternel. Ce que nous demandons à présent — je le formule en

un terme qui a fait mouche — c'est le "désenclavage" de mon pays, à tous points de vue, c'est-à-dire le déverrouillage du statut départemental, qui est arrivé à bout de course et à bout de souffle.

P.M. Vous voulez une Assemblée unique. La Martinique en a déjà eu une dans le passé, et cela n'a rien réglé.

A.M.-J. Il nous faut une assemblée régionale unifiée avec des pouvoirs consistants nous donnant en particulier la possibilité de coopérer directement avec les pays caribéens et avec l'Europe. Nous voulons donc une assemblée régionale de transition, une espèce de "self-government" qui nous permettra de parvenir par la suite à l'indépendance.

P.M. Souhaitez-vous qu'un référendum soit organisé sur le statut de la Martinique ? Si oui, quel pourcentage de Martiniquais voterait pour l'indépendance, aujourd'hui ? Vos opposants affirment que vous sautez balayé.

A.M.-J. Que les Français décident de faire un référendum tout de suite, et ils verront.

P.M. Vous pensez vraiment que vous le gagnerez ?

"S'il y avait un référendum, les indépendantistes le remporteraient haut la main"

A.M.-J. Nous remporterons ce référendum haut la main.

P.M. En êtes-vous si sûr ?

A.M.-J. Nous le remporterons haut la main. Le gouvernement n'a qu'à dissoudre l'assemblée régionale et décider ce référendum, et vous verrez le score que nous obtiendrons. Je rappelle en passant que nous avons pratiquement le tiers de l'assemblée : 13 sièges sur 41 élus. Vous avez entendu ? Aucun parti en France n'a ce pourcentage à lui tout seul.

P.M. Vous avez déclaré qu'en cas d'indépendance vous voudriez "bouffer l'occupant illégitime hors de l'île". Vous voulez sans doute parler des "békés", (les Blancs de la Martinique), ils sont arrivés avant vous. Qu'allez-vous faire sans eux ? Ils tiennent l'économie en main.

A.M.-J. Ce que j'ai à dire, moi, au sujet des békés, c'est qu'ils doivent changer de braquet. Ils ne font pas suffisamment pour développer ce pays. Nulle part dans le monde, on ne trouve une telle concentration de moyens et de pouvoirs dans les mains d'une seule catégorie socio-professionnelle. Les békés ont eu en main le foncier, ils ont en main le capital, ils ont eu en main les banques, ils ont eu en main le cheptel humain, l'esclavage, les esclaves, ils ont eu en main l'import-export. Par conséquent, ils ont tout eu pour réussir à l'époque et ils ont préféré ne pas développer le pays. Maintenant, il semblerait que, attaqués dans leur propre féodalité par le phénomène de la mondialisation, il y en ait beaucoup qui commencent à comprendre qu'il faudrait travailler pour la Martinique. C'est cela que je souhaite. Pas plus.



de la région Martinique : un bâtiment en le poli, symbole de la sirtés locale.

P.M. Etes-vous si sûr que la France continuerait à aider une Martinique devenue indépendante au nom des "intérêts réciproques" – ce sont vos termes ? Quels intérêts aurait alors la France, qui subventionne la Martinique très largement ?

A.M.-J. D'autres pays pourraient remplacer la France mieux encore. Par ailleurs, vous regardez le flux entrant, vous ne regardez pas le flux sortant, qui est généralement multiplié par deux ou plus.

P.M. Chaque année, un demi-milliard de francs est versé par la France au titre des allocations familiales et du R.m.i. Un Martiniquais sur 10 bénéficie du R.m.i. En Métropole, 1 habitant sur 50. Il faut ajouter à cette manne la retraite des vieux travailleurs, les transferts considérables des Martiniquais résidents en France et l'aide de la Métropole à l'économie de l'île qui dépasse 7 milliards. Tout cela ne risque-t-il pas de s'arrêter net en cas d'indépendance ?

A.M.-J. Tout cet argent que vous donnez ne fait que transiter en Martinique. Il ne sert en rien au développement de ce pays. Il revient en fin de compte aux sociétés européennes. Cela ne fait que contribuer à renforcer l'assistariat et à faciliter l'import-export, tout particulièrement l'import. C'est vous qui en bénéficiez en dernier ressort.

P.M. Vous pensez sérieusement que les allocations familiales, le R.m.i. et la retraite des vieux travailleurs servent à cela ?

A.M.-J. Les gens qui bénéficient de ces aides sociales ont travaillé pour vous. Vous êtes obligés de leur verser une retraite parce que c'était un dû. Tous ceux qui ont travaillé pour la France

doivent être payés. C'est le cas des Martiniquais. Sans quoi vous seriez considérés comme les derniers des voleurs.

P.M. Si vous recherchez l'aide des Etats-Unis pour remplacer celle de la France, ne risquez-vous pas alors de tomber sous leur hégémonie ? Dans ce cas, "la banane dollar" vous sera imposée et vous pourrez dire adieu aux acquis sociaux, à la sur-rémunération de 40 % des fonctionnaires par rapport à ceux de la Métropole, aux salaires et au niveau de vie des Français.

A.M.-J. Qu'on nous laisse faire et vous verrez que l'on arrivera à se débrouiller seuls.

P.M. Sur le plan du commerce extérieur, la dépendance de la Martinique vis-à-vis de la Métropole est proche des 80 %. Avec qui d'autre pourriez-vous commercer aussi efficacement ? Avec vos voisins caraïbes ? Ils sont fauchés. Leurs immigrants viennent travailler chez vous, couper la canne à la place des Martiniquais, qui ne veulent plus le faire.

A.M.-J. La Caraïbe est en train de se former. Les puissances impérialistes et les anciens colonisateurs essaient de la diviser, mais, petit à petit, elle arrivera à ses fins.

P.M. Mais ces pays produisent exactement ce que vous produisez vous-mêmes : de la banane, du sucre, de l'ananas. Vous pensez que c'est cela qui va vous permettre de vivre : le commerce avec vos voisins immédiats ?

A.M.-J. Vous avez les mêmes problèmes avec vos voisins immédiats tels que l'Allemagne ou l'Angleterre. Vous produisez les mêmes produits, les mêmes voitures, les mêmes vins, les mêmes viandes et vous commercez avec. La Martinique est simplement un petit pays et ses problèmes sont aussi à son échelle.

P.M. En revendiquant l'indépendance, vous condamnez dans le même temps l'intégration de la Martinique à l'Union européenne. Or, toutes vos productions (banane, ananas, rhum, fleurs, élevage) ne subsistent qu'avec le concours financier de l'Europe (2,7 milliards). Comment envisagez-vous le remplacement de cette aide directe ?

A.M.-J. Je rappelle que la coopération existe entre la France et les pays de la Caraïbe les plus petits qui soient. Deuxièmement, je vous rappelle que l'Europe coopère aussi avec les pays de la Caraïbe. Si la France ne veut plus coopérer avec la Martinique, pas de problème. Appelez-vous ce qui vient de se passer avec la Nouvelle-Calédonie.

P.M. La Nouvelle-Calédonie a du nickel, que vous n'avez pas.

A.M.-J. On a autre chose que cela. Les îles d'outre-mer font de la France la quatrième puissance maritime du monde par l'étendue. Par conséquent, arrêtez de nous mépriser. Je le répète : nos problèmes sont à notre échelle. Nous revendiquons la coopération avec tout le monde, y compris avec la France. Si les Français ne veulent plus coopérer, tant pis pour eux.

P.M. Ne pensez-vous pas que si, comme vous le dites, les capitaux ne font que "glisser" sur l'économie locale après s'y être "engraissés", la responsabilité en revient particulièrement à votre syndicat, qui entretient une agitation permanente telle que les blocages de routes et les grèves incessantes ?

A.M.-J. Ne racontez pas d'histoires ! Aucun syndicat ne m'appartient. La Centrale syndicale des travailleurs martiniquais – la C.s.t.m. – est proche de nous par la pensée patriotique. C'est tout. Certes, on ne peut que déplorer le fait de faire la grève. Mais on copie sur ce qui se passe en France. S'il existe un pays où il y a le bordel, des grèves matin (suite page 114)

"Si le gouvernement français bloque nos revendications, ici tout risque d'exploser"

(Suite de la page 20) et soir, c'est bien en France. L'exemple vient donc d'en haut.

P.M. Le tourisme n'est qu'hexagonal. Les étrangers, notamment les Américains, boudent la Martinique. Le poids des charges et des salaires rend les hôtels très chers. Cependant, d'après les spécialistes américains du tourisme, cette désaffection a aussi d'autres causes : le problème de l'accueil, qui laisse à désirer, et celui de l'ambiance parfois déplorable, entretenue par un certain nombre d'agitateurs professionnels que l'on compte surtout parmi vos partisans.

A.M.-J. Je ne regarde pas la couleur du tourisme. Je crois simplement que ceux qui ont la responsabilité du tourisme ne font pas suffisamment d'efforts pour attirer la clientèle d'autres pays. J'en veux pour preuve les petits pays indépendants que vous méprisiez tout à l'heure : ils font mieux que nous.

P.M. Oui, mais, encore une fois, c'est parce que leurs prix sont moins élevés, du fait de leurs bas salaires et de leurs charges sociales quasi inexistantes.

A.M.-J. En tout cas, ils font mieux que nous, ce qui veut dire tout simplement que l'indépendance n'est pas forcément une mauvaise chose en cette matière.

P.M. La Martinique a le niveau de vie le plus élevé des Caraïbes après l'Etat américain de Porto-Ricco. Il est égal à celui de la Grèce. On n'y voit nulle misère. La consommation y est effrénée : hypermarchés, voitures rapides, bateaux, constructions neuves... La santé, l'éducation y sont exemplaires, les infrastructures ultramodernes. Ce "système de matricarcat" qui frappe, selon vous, "l'être de stérilité" a quand même fait de la Martinique et de la Guadeloupe les pays les plus avancés des Caraïbes, non ?

A.M.-J. Vous oubliez tout le passé colonial. A la limite, vous avez une dette envers nous et nous n'en n'avons pas envers vous. Ici, ne l'oubliez pas, il y avait les Caraïbes avant votre arrivée et vous les avez exterminés. Puis, vous avez institué la traite des Noirs. Cette traite a été faite sur une table rase. Et c'est à partir d'elle que vous avez enrichi énormément la France. Par conséquent, ce que nous réclamons est un juste dû. Parce que vous avez captivisé sur nous.

P.M. Vous niez que l'assimilation a apporté le progrès social à la Martinique ?

A.M.-J. Je dis que l'assimilation a apporté l'aliénation et la perte d'initiative. Il faut donc rectifier le tir. Et c'est ce que nous demandons.

P.M. Lucette Michaux-Chevry, que vous connaissez bien, a dit des hommes comme vous : "Comme il n'y a plus rien à décoloniser, ils inventent des colonies à décoloniser". Que répondez-vous ?

A.M.-J. Mme Michaux-Chevry n'est pas sur la même longueur d'onde que nous. C'est la négresse blonde au service du colonialisme, au sein du gouvernement français quel qu'il soit.

P.M. Vous n'avez pas peur d'être accusé de racisme ?

A.M.-J. Non. Je dis que c'est une négresse blonde parce qu'elle est blonde.

P.M. Quels sont vos maîtres à penser ? Avez-vous été in-

fluencé politiquement par Lénine, Castro, Che Guévarena ou Hô Chi Minh, par exemple ?

A.M.-J. Je n'ai jamais subi d'influence particulière. Ma formation est plurielle. En fonction de cela, je tiens compte des expériences de par le monde et j'essaie de tropicaliser mon savoir et de l'adapter à mon pays.

P.M. Et que pensez-vous d'Aliné Césaire, qui n'est plus favorable à l'indépendance ? Quel regard portez-vous sur lui avec le recul ?

A.M.-J. Je ne suis pas le fils de Césaire ni son héritier légitime. Le temps de Césaire, politiquement, est passé ; une nouvelle ère s'ouvre.

P.M. Vous n'aimez pas la France, avez-vous souvent dit. La France ou les Français ?

A.M.-J. Je n'ai de rancœur ni pour le peuple français ni pour la France. Il n'y a pas de rancœur dans le cœur d'un révolutionnaire, chez celui qui se bat simplement pour son pays. Je demande seulement que l'on remplace les liens de la colonisation par ceux de la coopération et de l'intérêt réciproque.

P.M. La France n'est-elle pas, pour la majorité des Martiniquais, synonyme de liberté ?

A.M.-J. Je vous ai dit que la liberté, ici, est inachevée et que je mène le combat pour l'obtenir totalement, en coopération d'ailleurs avec la France. Je n'ai jamais rejeté la coopération. Ce que je regrette, ce sont les liens coloniaux. Comment comprendre que des pays tels que l'Espagne, l'Angleterre et même le Portugal, qui ont été aussi colonisateurs que la France, aient pu admettre à un moment donné de leur histoire, quel que soit le régime, qu'il existait chez eux, qu'il fallait accorder une espèce de self-government, d'autonomie par rapport à eux dans ce domaine.

P.M. Ne pensez-vous pas que, lassés par cette "danseuse" coquine, dépendrière, capricieuse et finalement ingrate qu'est la Martinique, les Français risquent de finir eux-mêmes par décider un jour de la larguer ?

A.M.-J. Je pense que c'est toujours comme cela que ça finit. Après avoir sucé quelque un à la manière d'une sangsue, on le laisse tomber. C'est la raison pour laquelle je dis que le temps presse avant que la France ne nous largue comme un vulgaire citron pressé. En revanche, je pense que l'on n'a jamais rejeté l'aide française — il y va de l'intérêt de tous. Nous sommes dans une zone caribéenne et, par conséquent, nous devons y être pleinement intégrés, y assumer le rôle qui est le nôtre et faire en sorte qu'avec la France et l'Europe les rapports continuent et que se développe la coopération. Malheureusement, la France ne s'assied jamais autour d'une table pour négocier de sang-froid. Elle attend toujours que la violence ait parlé avant de le faire. Nous préconisons donc, quel que soit le gouvernement en place, que la France consente à s'asseoir.

P.M. Combien de temps vous donnez-vous pour faire triompher vos idées d'indépendance ?

A.M.-J. Je n'ai pas à fixer un délai. Je fixe l'objectif. Il appartient à mon mouvement indépendantiste et à moi-même de faire en sorte que cela aille le plus rapidement possible. Tout le monde, ici, n'est pas encore convaincu par l'idée de l'indépendance. Mais tout le monde est au moins convaincu qu'il faut apporter le maximum de changements. Si le gouvernement bloque cette revendication, ça risque d'exploser. Voilà ce que je tiens à dire. Etre indépendant, c'est exister aux yeux du monde. Aujourd'hui, nous n'existons pas. ■



route de Fort-de-France, il y a à la Martinique 30 voitures, soit plus par famille.